

La faillite de la « Russie nouvelle » : l'affaire Khodorkovski comme révélateur

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER



Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur du *Dictionnaire géopolitique de la défense européenne* (ed. Unicom, 2005), de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicom, 2006), co-auteur de *La Russie, de Poutine à Medvedev* (Institut Thomas More/DAS, ed. Unicom, 2008).

Le 3 mars 2009 s'est ouvert à Moscou le second procès de Mikhaïl Khodorkovski, ancien PDG du groupe pétrolier Ioukos. Alors que des rumeurs malveillantes l'accusaient de préparer un coup d'Etat, l'oligarque russe était arrêté, le 25 octobre 2003, sur le tarmac d'un aéroport sibérien ; cette date marque un tournant dans l'histoire politique immédiate de la Russie. Deux ans plus tard, Mikhaïl Khodorkovski était condamné à huit ans de réclusion, pour fraude fiscale, puis interné à Tchita (Sibérie), à proximité de la frontière russo-chinoise. L'homme comparait aujourd'hui pour d'autres accusations de détournements de fonds et de blanchiment. Il encourt vingt et une années supplémentaires de prison. L'affaire Khodorkovski illustre les dérives de la Russie post-soviétique et les réalités du « système Poutine ». A l'heure où les capitales occidentales retentissent d'appels à une coopération forte avec Moscou, il faut en méditer les enseignements historiques et politiques.

On March the 3rd, 2009, the second trial of Mikhail Khodorkovski, former CEO of the oil firm Ioukos, began. As malevolent rumors accused him to stage a coup d'Etat, the Russian oligarch was arrested on October the 25th, 2003 on the tarmac of a Siberian airport. This event marked a turning point in the immediate political history of Russia. Two years later, Mikhail Khodorkovski was condemned to eight years in jail, for tax evasion, and then interned at Tchita (Siberia), near the Russian-Chinese border. Henceforth, this man is appearing on other charges of embezzlement and money laundering. He incurs a sentence of twenty-one years in prison. The Khodorkovski case illustrates the excesses of post-Soviet Russia and the realities of the "Putin system". Whereas western capitals resound with calls for strong cooperation with Moscow, it is necessary to meditate on the historical and political lessons of this affair.

Né le 26 juin 1963, Mikhaïl Khodorkovski est le fils d'un couple d'ingénieurs chimistes résidant à Moscou. Doué pour les disciplines scientifiques, il intègre l'Institut Mendeleïev des technologies chimiques de Moscou et il en sort diplômé à 23 ans. Bien qu'issu d'une famille ne portant guère crédit aux fallacieuses promesses du marxisme-léninisme, il affiche un certain conformisme et ce d'autant plus que les origines juives de sa famille peuvent jouer contre son désir de réussite sociale et professionnelle. La décomposition de la « Russie-Soviétie » s'accélère mais Mikhaïl Khodorkovski n'est pas aux avant-postes de la dissidence ; la chimie ne semble pas le porter à la philosophie morale et politique. C'est au sein des Jeunesses communistes (les *Konsomols*), sous le regard désapprobateur de ses parents, qu'il entend œuvrer aux « lendemains qui chantent ». De fait, le « *Konsomol business* » (1) lui permet de s'initier aux rudiments du marché, dans l'atmosphère d'ébullition et de déliquescence des années Gorbatchev.

Parvenu au faite du pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev lance une forme de « nouvelle économie politique », comme Lénine au lendemain de la guerre civile, soit un ensemble confus de réformes (*Glasnost* et *Perestroïka*) plus ou moins inspirées par Iouri Andropov (2), son « parrain » au cœur de l'oligarchie partito-tchékiste qui monopolise le pouvoir en « Russie-Soviétie ». En butte aux rigidités du PCUS et à l'hostilité de certains de ses cadres, Mikhaïl Gorbatchev s'appuie sur les responsables des *Konsomols* pour mettre en place un réseau de « coopératives », laboratoires de la privatisation économique partielle qu'il planifie pour donner de l'oxygène à un système soviétique épuisé. Le « *Konsomol business* » aurait aussi et surtout servi de levier pour préserver les positions économiques et financières de la *nomenklatura* dans un avenir incertain. C'est dans ce contexte que Mikhaïl Khodorkovski entame son ascension socio-économique.

Sa première expérience entrepreneuriale consiste à ouvrir un café étudiant, expérience pour partie décevante en raison du site choisi, en marge des axes de passage et des lieux de festivités « *underground* ». Toutefois, le commerce de blue-jeans et de boissons alcoolisées, plus encore celui d'ordinateurs d'occasion (achetés à bas prix sur les marchés occidentaux), sont sources de profits. En 1998, Mikhaïl Khodorkovski bénéficie de fonds en provenance de ramifications du Parti-Etat pour fonder sa propre banque, la Menatep. Muni d'une autorisation officielle, il gère des fonds publics et spéculé sur les marchés, une bonne part de son activité consistant, semble-t-il, à transformer les roubles d'entreprises et de personnalités nomenklaturistes en devises étrangères. Selon diverses informations - qui restent à corroborer-, le personnage aurait même été impliqué dans la disparition du « trésor de guerre » du Parti. Toujours est-il qu'au tout début des années 1990, Mikhaïl Khodorkovski est déjà un homme riche.

Les années Eltsine sont aussi celles des « oligarques », ces personnalités bien souvent issues de la *nomenklatura*, voire des « organes de sécurité » (le KGB), qui mettent à profit leur ingéniosité et leurs réseaux clientélistes pour bâtir des fortunes et prospérer à l'intersection du capital et du politique. Il faut en effet souligner ce phénomène sociopolitique qu'est la continuité des élites entre la « Russie-Soviétique » d'avant 1991 et la « Russie-Eurasie » de Vladimir Poutine. Les scandales liés aux privatisations des années 1990, le clientélisme et la corruption de la Russie contemporaine ne sont pas le fait de « capitalistes » étrangers arrivés dans les fourgons des vainqueurs de la Guerre froide et du Fonds monétaire international (FMI). Du reste, les biographies des « oligarques » de la période Eltsine et des « *silovikis* » (3) enrichis de la période Poutine ne révèlent que très peu d'hommes nouveaux. En revanche, les accointances avec la Loubianka (le siège de l'ex-KGB) sont de règle. Bref, Poutine n'a pas pris l'argent des oligarques pour le rendre au peuple, contrairement à ce qui a pu être affirmé (non sans légèreté) ici ou là.

Moins exposé médiatiquement que Boris Berezovski (l'« âme damnée » de la famille Eltsine), Mikhaïl Khodorkovski est pourtant l'une des figures de l'oligarchie des plus engagées dans les temps nouveaux. Tout en participant au partage des dépouilles, il entre dans le gouvernement de Boris Eltsine comme vice-ministre de l'énergie (1993), ce qui lui permet d'observer avec attention le secteur, et sa banque contribue au financement occulte de la première guerre de Tchétchénie (1994-1996). En retour, la Menatep se voit confier l'argent de la reconstruction. Avec Vladimir Potanine, un « oligarque » de premier plan (4), il propose à Boris Eltsine de financer les déficits étatiques par le truchement de prêts gagés sur les actions des entreprises publiques les plus intéressantes, celles qui sont engagées dans l'exploitation et l'exportation des produits de base. Cette formule, dite « Prêts contre actions », est officialisée par le décret du 31 août 1995. C'est sur cette base juridico-financière et à l'issue d'un schéma frauduleux que Mikhaïl Khodorkovski peut, en 1995, prendre possession de Ioukos, le second groupe pétrolier russe (après Rosneft, sous contrôle étatique). On retrouve notre homme dans le groupe d'« oligarques » qui finance et organise la victoire électorale de Boris Eltsine, lors de l'élection présidentielle de 1996, et il est aussi partie prenante de la spéculation sur les bons du Trésor russe (les GKO), jusqu'au krach boursier du 17 août 1998. La Menatep ferme ses portes et des milliers d'épargnants sont ruinés.

C'est dans l'ambiance chaotique et délétère de la fin des années Eltsine que Vladimir Poutine passe sur les devants de la scène. Lieutenant-colonel du KGB en réserve, il a fait ses premières armes à la mairie de Saint-Petersbourg, auprès d'Anatoli Sobtchak, tout en conservant la carte du parti jusqu'à sa dissolution (août 1991). Bien qu'une chape de plomb recouvre ces cinq années d'activité à la tête du Comité des relations extérieures de la ville, il semble bien que Vladimir Poutine n'ait pas résisté aux pompes et aux œuvres du grand méchant marché (5). Saint-Petersbourg sombre dans les déficits, Vladimir Poutine aide Anatoli Sobtchak à fuir la justice de son pays (il se réfugie en France) et il entre au service de l'administration présidentielle, comme adjoint de Pavel Borodine, responsable du Département des propriétés du Kremlin (6).

Dès lors les choses s'accroissent. Patron du FSB et responsable du Conseil de sécurité depuis 1998, Vladimir Poutine protège la famille Eltsine, ce qui lui permet, le 9 août 1999, d'accéder au poste de Premier ministre. La Russie bascule dans un cycle de violences (attentats terroristes et nouvelle guerre de Tchétchénie) qui le propulse vers le sommet du pouvoir. Le 31 décembre 1999, Boris

Eltsine annonce sa démission et Vladimir Poutine assume la présidence par intérim. Le 26 mars 2000, il est élu au premier tour (52,9% des voix) et il accorde l'immunité à son prédécesseur. Sur un mur de la Loubianka, le nouveau président fait apposer une plaque en l'honneur d'Iouri Andropov, « *un réformateur avisé de l'URSS* ». Les années Eltsine sont closes. Le factotum de la « Famille » transforme en repoussoir une période certes chaotique pour mieux justifier la mise en place d'une « verticale du pouvoir » centrée sur le Kremlin et les « *siloviki* » (7) qui peuplent les allées du Kremlin. A la « polyarchie élective » de Boris Eltsine succède le « système Poutine ».

Au début des années 2000, Mikhaïl Khodorkovski est l'homme réputé le plus riche de Russie (8). Certains des observateurs et journalistes étrangers qui l'approchent décrivent une personnalité transformée, apparemment soucieuse de rompre avec les pratiques qui ont permis l'ascension des « oligarques » (9). Pourquoi pas ? Les hommes ne sont pas faits d'un seul tenant. Il entend faire du groupe Ioukos (3% du PIB russe) une *major* d'envergure planétaire, gérée selon les règles du « gouvernement d'entreprise ». Aussi recrute-t-il des cadres occidentaux qui viennent s'installer à Moscou même. Il rend publique la structure de l'actionnariat (fait peu fréquent en Russie), verse des dividendes aux actionnaires et investit dans l'extraction de l'or noir (10). Transparence et bonne gouvernance sont devenues les maîtres mots de Mikhaïl Khodorkovski. « *Private joke* » ?

L'action de l'« oligarque » se déploie aussi dans la société civile russe qui, difficilement, émerge des décombres de la Soviétie. Alors que l'« *Open Society* » de George Soros, confrontée à l'hostilité de l'appareil d'Etat, se retire de Russie, Mikhaïl Khodorkovski crée sa propre fondation, « Russie nouvelle ». L'idée est de contribuer à la diffusion, dans les écoles russes, du savoir informatique et de la Net-économie ainsi qu'à l'extension des principes de la démocratie de marché dans les profondeurs du pays. Les ambitions politiques affluent quand bien même il est difficile d'imaginer Mikhaïl Khodorkovski se poser en compétiteur électoral de Vladimir Poutine pour briguer la présidence. L'« oligarque » se propose de financer l'ensemble des forces politiques qui ne sont pas intégrées au « système Poutine », de l'Union des Forces de Droite aux communistes, en passant par les libéraux de Iabloko. Ce faisant, Mikhaïl Khodorkovski incarne peut-être malgré lui une voie occidentale, alternative à la « voie russe » bientôt mise en avant par Vladimir Poutine (l'heure est encore à un « partenariat » Russie-Occident, cimenté par la guerre contre le terrorisme).

Les observateurs se réfèrent volontiers à cette journée du 17 février 2003 au cours de laquelle le président russe accueille les principaux hommes d'affaires du pays pour traiter de la corruption. Alors que les uns et les autres se limitent à des propos convenus sur ce mal national (tous les protagonistes de cette « table ronde » sont impliqués), Mikhaïl Khodorkovski se lance dans un exposé argumenté, chiffres et graphiques à l'appui, pour prôner une action déterminée. A l'évidence, il ne peut ignorer qu'en Russie, le contrôle et l'exercice du pouvoir reposent sur la corruption et le détournement de fonds. En guise de réponse, Vladimir Poutine fait allusion aux frasques de Ioukos et il l'aurait implicitement menacé d'un contrôle fiscal. En toile de fond du conflit de pouvoir entre les deux hommes, trois grandes initiatives prises par Mikhaïl Khodorkovski semblent avoir précipité les choses : le projet de fusion entre Ioukos et Sibneft (11) qui aurait porté son groupe pétrolier au premier rang en Russie (devant Rosneft, sous contrôle étatique) et au quatrième rang mondial ; l'échange prévu de parts avec le groupe américain Exxon-Mobil, censé mettre Ioukos à l'abri des convoitises du Kremlin ; la construction d'un oléoduc depuis Angarsk (Sibérie orientale) jusque Daqing (Chine populaire), un projet qui aurait battu en brèche le monopole étatique de Transneft sur les tubes russes. D'aucuns n'excluent pas non plus les répercussions du début des années 1990, lorsque la Menatep s'enrichissait avec des fonds financiers occultes (l'argent de noyaux de pouvoir partito-tchékistes ?).

Un groupe de réflexion proche du Kremlin, le Conseil de stratégie nationale, publie un rapport intitulé *La Russie à la veille d'un coup d'Etat oligarchique*, rapport selon lequel un groupe d'hommes d'affaires, emmené par Mikhaïl Khodorkovski, s'apprêtait à subvertir les pouvoirs présidentiels pour mettre en place une république parlementaire et oligarchique. Des mesures énergiques et préventives sont recommandées : « *Nous avons très peu de temps pour changer la nature de l'évolution du pays. Si nous n'arrêtons pas l'oligarchie maintenant, nous manquerons le rendez-vous de la modernisation efficace du pays [...]* » (12). Dès le mois de juillet, de très proches

collaborateurs de Mikhaïl Khodorkovski, Platon Lebedev et Alexeï Pitchouguine, sont arrêtés. Le conflit est ouvert. Le 4 juillet suivant, le patron de Ioukos se rend ostensiblement à l'ambassade des Etats-Unis en Russie, pour l'anniversaire de la déclaration d'indépendance. Le 25 octobre 2003, un commando du FSB procède à l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovski, en transit sur le tarmac de l'aéroport de Novossibirsk (Sibérie). Inculpé pour fraude fiscale et détournements de fonds, il est condamné à huit ans de réclusion et interné à Tchita (Sibérie), à proximité de la frontière russo-chinoise (14 septembre 2005).

Mikhaïl Khodorkovski encourt aujourd'hui vingt et une années de prison supplémentaires pour de nouvelles accusations du même type (la pseudo-préparation d'un coup d'Etat n'a pas été retenue). Les méthodes employées, y compris l'appel lancé en 2005 par cinquante personnalités du tout-Moscou pour demander des sanctions exemplaires à l'encontre du prévenu, ne sont pas sans rappeler ce passé qui ne veut pas passer, par défaut de vérité historique et volonté du pouvoir en place (13). Les ricaneurs se gausseront de ce nouveau Khodorkovski, transmuté en « chevalier blanc », et il est certes aisé de jouer sur la fibre populiste pour vouer le personnage aux gémonies. Pourtant, le plus grand des pécheurs peut être objet de compassion, sans amnésie ni complaisance, et l'on se défiera par principe des indignations sélectives. Dans la Russie de Vladimir Poutine, il en va des « oligarques » comme des chasseurs, il y a les bons et les mauvais, et le « bon oligarque » est celui qui a courbé l'échine devant le Kremlin (outre les « *siloviki* »). Ainsi Vladimir Potanine ou encore Boris Baranovitchi, personnalités flamboyantes des années Eltsine, coulent-ils des jours heureux sous Poutine, sans être inquiétés (encore que l'on ne partage pas leurs rêves). Ce n'est pourtant pas la simple compassion pour les êtres qui appelle l'attention sur Mikhaïl Khodorkovski. Cette affaire est l'un des fils qui permet d'approcher et de cerner les contours du système de pouvoir en Russie, avec leurs inévitables retombées au plan international.

L'affaire Khodorkovski nous plonge à nouveau dans le chaudron des années 1990, marquées par le fonctionnement erratique du régime politique, la dérégulation économique et le séisme sociétal. L'Exécutif et le Législatif entrent en conflit (« petite guerre civile » d'octobre 1993), la « thérapie de choc » échoue (privatisation détournée, hyperinflation) et les forces centrifuges semblent devoir emporter les « sujets » de la Fédération. Issus pour nombre d'entre eux de la *Nomenklatura* et ses périphéries, de « grands fauves » se lancent dans de vastes meccanos financiers et industriels. Encore ne faut-il pas noircir à l'excès la période et faire porter à Boris Eltsine les inévitables conséquences de la faillite soviétique. Anticipé par la réflexion et la théorie économique (voir les travaux de Von Mises), le phénomène est longtemps masqué par la propagande et c'est lorsqu'il produit tous ses effets que Mikhaïl Gorbatchev accède au pouvoir. Pouvait-on conjurer l'inévitable ?

Trop souvent dénoncée comme un simple produit d'importation, la « thérapie de choc » ne doit pas dissimuler par ailleurs le fait que nombre des entités régionales (quel que soit leur statut) se replient sur elles-mêmes et perpétuent à leur niveau le soviétisme (économie administrée, contrôle des prix, gestion des flux et segmentation du marché intérieur) ; la Russie des régions juxtapose quatre-vingt-neuf « micro-URSS ». Contrairement à l'« oligarchie » des années Eltsine, qui contenait des possibilités de dépassement, l'emprise des potentats locaux sur les ressources de pouvoir interdisent les réformes structurelles et n'ouvrent guère de perspectives d'avenir.

A l'issue de cette phase transitoire, le dessous a pris le dessus et la « nouvelle Russie », bien mal en point, s'efface. Le droit de la propriété n'a pu être fondé sur de solides bases, la prédation tchékiste succède à la prédation oligarchique et le nouveau président russe, Vladimir Poutine, met à profit l'explosion des cours des hydrocarbures pour organiser une forme de nouvel autoritarisme patrimonial, un vague mixte de national-bolchévisme et d'eurasisme tenant lieu de cadre idéologique. Les règles de droit sont manipulées, les partis politiques réduits à des annexes du Kremlin, et le jeu politique intérieur semble se résumer à des rivalités entre clans de « *siloviki* » avec pour enjeu le contrôle des rentes économiques. La culture tchékiste des hommes au pouvoir – mépris du droit, sentiment d'impunité et violence omniprésente – se traduit par des pratiques brutales, voire meurtrières, avec des assassinats politiques au cœur de Moscou et en plein jour. La comptabilité des victimes – qu'il s'agisse d'opposants, de journalistes ou de rivaux politico-mafieux – est difficile à tenir et les divers « dossiers » sont encombrés de cadavres. Les prises de position

de Dmitri Medvedev en faveur de l'Etat de droit, en opposition au « nihilisme légal » (dixit), lors de la campagne présidentielle sont au mieux des tartufferies, sans effet comique.

Ce système de pouvoir a ses prolongements extérieurs et il faut noter que la liquidation civile et politique de Mikhaïl Khodorkovski coïncide avec la fin de l'ouverture (en trompe-l'œil ?) à l'Occident. Les partenariats mis en place avec les Etats-Unis, l'OTAN et l'UE au cours des années 1990 n'aboutissent pas et la fin de la période Eltsine est marquée par une inflexion eurasiatique, un temps incarnée par Evgueni Primakov, chef du SVR puis ministre des Affaires étrangères (1996-1997) et premier ministre (1998-1999). Au début de l'Administration Bush, la relation est bien endommagée mais le 11 septembre 2001 et la promptitude de Vladimir Poutine, qui met à profit la thématique de la guerre contre le terrorisme pour accélérer le mouvement en Tchétchénie et remporter des gains diplomatiques, masquent un temps le nouveau cours des choses. La Russie obtient des partenariats renforcés avec les Etats-Unis (Déclaration conjointe sur la nouvelle relation stratégique, mai 2002) comme avec l'OTAN (Conseil OTAN-Russie, mai 2002), ainsi qu'un accord sur les armes nucléaires stratégiques plutôt favorable (traité SORT, mai 2002), et les Occidentaux détournent le regard de la Tchétchénie.

Dans ce contexte, George W. Bush et Vladimir Poutine avancent l'idée d'un ambitieux partenariat énergétique au sein duquel la Russie pourrait remplacer l'Arabie Saoudite, jugée géopolitiquement ambivalente en raison de ses connexions avec l'islamisme. Des sommets énergétiques russo-américains sont organisés, à Houston puis à Saint-Pétersbourg, et les deux pays évoquent l'avenir de Mourmansk en tant que port pétrolier et gazier, possible point de départ de tankers et de méthanières vers les côtes nord-américaines (Saint-Pétersbourg, le 23 septembre 2003). D'un point de vue extérieur, les projets américains de Mikhaïl Khodorkovski semblent entrer en résonance avec ce partenariat global Moscou-Washington. La fondation « Russie nouvelle » bénéficie du parrainage prestigieux de leaders américains et l'ensemble Exxon-Mobil-Ioukos aurait pu être la cheville ouvrière d'étroites relations énergétiques entre les Etats-Unis et la Russie. Pris au piège du lien direct et personnel avec Vladimir Poutine (« Si le chef suit, l'administration suivra »), Mikhaïl Khodorkovski est d'autant plus persuadé qu'il a obtenu l'aval du Kremlin que se négocie à cette même époque une *joint venture* entre l'anglo-néerlandais BP et le russe TNK, autre manifestation d'ouverture à l'Occident.

C'est alors que la relation entre la Russie et ses partenaires occidentaux bascule. Si elle n'a pas arrangé les choses, les contrecoups de la guerre d'Irak sur cette relation ne doivent pas être exagérés. N'en déplaise aux « Euro-Russes », l'élargissement de l'Union européenne (UE) aux pays autrefois membres du Pacte de Varsovie (2004) et l'appui de Javier Solana, mandaté par le Conseil européen, à la « révolution orange » d'Ukraine, sont perçus à Moscou comme une menace sur le « système Poutine ». Outre le fait que les bonnes relations avec l'Occident n'ont pu convaincre Washington et les capitales occidentales de reconnaître à Moscou une sphère d'influence dans l'espace ex-soviétique, l'UE porte un projet d'intégration rival susceptible de « mordre » sur la Communauté des Etats indépendants (CEI). Le possible élargissement de l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie vont dans le même sens et le déploiement de systèmes antimissiles américains en Europe centrale, qui de l'aveu même des experts russes ne peut être tourné contre les forces stratégiques nucléaires nationales, impliquerait l'engagement durable des Etats-Unis sur le Continent. Vladimir Poutine réaffirme alors avec brutalité l'objectif politique premier de la Russie : la constitution d'une sphère d'influence russe en Asie centrale, dans le Caucase du Sud, en Biélorussie et en Ukraine. Au cours de ces années décisives, entre 2003 et 2005, se joue le destin de Mikhaïl Khodorkovski ; les facteurs politiques intérieurs priment mais sa disparition de la scène russe n'en est pas moins significative. Exit la nouvelle « grande alliance » russo-américaine et les rêveries unanimistes.

Depuis l'élection de Barack Obama et l'avènement lyrique de la « diplomatie de la main tendue », les capitales occidentales bruissent d'appels à une grande entente coopérative avec la Russie. Pourtant, ces variations autour de l'affaire Khodorkovski invitent à la circonspection. Le présupposé implicite de ce discours est le suivant : fondamentalement bien disposé, Vladimir Poutine n'aurait fait que réagir à la politique de force et de refoulement de l'Administration Bush. Contrarié, voire humilié par de tels agissements (« méchanceté » et « entêtement » supposés de George W. Bush),

le président russe devrait répondre favorablement à l'avènement du « *smart power* », incarné par le nouveau secrétaire d'Etat, Hillary Clinton. L'élargissement de l'OTAN est reporté *sine die*, le déploiement des antimissiles devient incertain et la nouvelle diplomatie américaine attend en retour une « relation constructive » en Afghanistan et sur la question du nucléaire iranien. Une limite est tracée, toutefois : pas de sphère d'influence russe dans l'espace ex-soviétique. C'est pourtant là l'objectif géopolitique essentiel de Vladimir Poutine... « *The ball keeps on bouncing* » et l'on peut raisonnablement espérer voir s'élargir la « Ligue de la déception » évoquée par Cioran dans ses *Syllogismes de l'amertume*.

Jean-Sylvestre MONGRENIER

- (1) L'expression est empruntée à Iouri Afanassiev, in *De la Russie*, Fayard, 2002.
- (2) Le « bon » Andropov – réputé ouvert, amateur de jazz et de whisky, si l'on en croit certains éléments biographiques distillés par la propagande –, était ambassadeur en Hongrie en 1956, lors de l'insurrection de Budapest. Après avoir couvert nombre de pays de l'Est, il est porté à la tête du KGB (1967) puis il succède à Brejnev (1982) et meurt six mois plus tard. Andropov prônait le retour au caporalisme de Lénine afin de surmonter les contradictions du soviétisme. Mikhaïl Gorbatchev se présentait comme son disciple.
- (3) L'expression désigne les hommes issus des « organes » et « structures de force ». Il s'agit en tout premier lieu du FSB (sécurité intérieure) et du SVR (sécurité extérieure), nés de la dislocation du KGB, mais aussi du ministère de l'Intérieur et des forces armées. Au total, quinze agences fédérales sont dotées de pouvoirs coercitifs et relèvent de ces structures de force.
- (4) Membre des Konsomols et du Parti (il prend sa carte en 1987), Vladimir Potanine entame une carrière au ministère du Commerce extérieur (très lié à la Loubianka), sur les pas de son père, lorsque s'effondre l'URSS. Il se lance ensuite dans le négoce de matières premières puis crée sa propre banque, Oneximbank, et gère des fonds publics. Il fait partie des personnalités ralliées à Vladimir Poutine et n'a donc pas été inquiété.
- (5) Vladimir Poutine était en charge des échanges extérieurs, des privatisations, de la levée des taxes municipales sur les nouvelles entreprises et du contrôle des casinos. Son nom apparaît dans diverses affaires et enquêtes menées par les douanes et la justice de la République Fédérale d'Allemagne. Sur ces questions, voir Thierry Wolton, *Le KGB au pouvoir. Le système Poutine*, Buchet-Chastel, 2008, pp. 133-137.
- (6) Pavel Borodine est ensuite compromis dans le « *Russiagate* » (détournement au sommet de fonds du FMI attribués suite au krach de l'été 1998) et dans les pots-de-vin de la société suisse Mabetex (domiciliée à Lugano), en charge de la rénovation de bâtiments officiels russes. La nomination de Vladimir Poutine à la tête du FSB permet bientôt d'écarter le procureur Skouratov de ces affaires. Une fois élu président, Vladimir Poutine nomme Pavel Borodine secrétaire exécutif de l'Union Russie-Biélorussie, lui conférant ainsi l'immunité diplomatique face à la justice helvétique.
- (7) Auteur d'un ouvrage en russe sur la sociologie des élites post-soviétiques (*Anatomie des élites russes*, 2004), Olga Krychtanovskaïa a mis en évidence le fait que 78% des membres de l'appareil d'Etat sont issus des « structures de force » (FSB, SVR, forces armées, ministère de l'Intérieur) et elle voit en la Russie de Poutine une « militarocratie ».
- (8) Classement *Forbes*, 2001.
- (9) C'est, entre autres exemples, le cas de Laure Mandeville, grand reporter au *Figaro* et auteur de *La reconquête russe* (Grasset, 2008).
- (10) Les grandes compagnies russes du secteur des hydrocarbures n'ayant guère investi dans la production (le contrôle des hydrocarbures de la Caspienne conditionne le respect des engagements contractés), ce fait mérite d'être souligné.
- (11) Sibneft est dirigée par Roman Abramovitch, proche de la « Famille » dans les années 1990. Après le démantèlement de Ioukos, principalement au bénéfice de Rosneft, il revend Sibneft à Gazprom.
- (12) Laure Mandeville, *op. cit.*, pp. 233-234.
- (13) Rappelons que l'association « Mémorial », consacrée à la mémoire des crimes de masse commis pendant la période communiste, est l'objet de tracasseries du pouvoir, au nom de la lutte contre l'« extrémisme ». Ainsi les archives de cette association, sise à Saint-Pétersbourg, ont-elles été confisquées suite à une perquisition des forces de police, le 4 décembre 2008.

Cet article est publié en partenariat avec le portail d'information **Fenêtre sur l'Europe** (<http://www.fenetreeurope.com>).